

Séminaire "découverte" des Commissaires-Enquêteurs



COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE

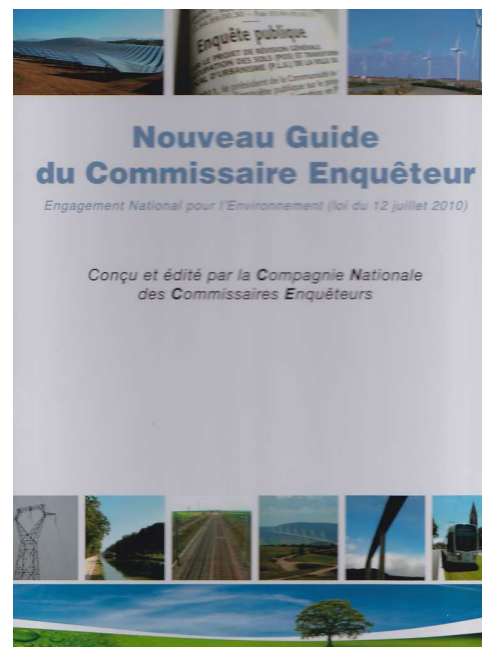
Formation « Découverte » CCERAM du 30.01.2013



Déroulement de la journée

- 9 h 00** **Accueil, café**
- 9 h 30** **Présentation CNCE et CCERAM**
- 9 h 45** **Film (*L'enquête publique*)**
- 10 h 00** **Rôle du Commissaire Enquêteur**
- 10 h 15** **Déroulement d'une Enquête Publique (*partie 1*)**
- 11 h 00** **PAUSE**
- 11 h 15** **Déroulement d'une enquête publique (*partie 2*)**
- 12 h 00** **Intervention du Tribunal Administratif de Strasbourg**
- 13 h 00** **Déjeuner en commun à la DREAL**
- 14 h 15** **Déroulement d'une enquête publique (*partie 3*)**
- 15 h 45** **Clôture du séminaire (*tour de table*)**

Présentation de la CNCE / CCERAM





- **Parrainage**
- **Formations**
- **Guide du Commissaire Enquêteur**
- **Mise à disposition gratuite d'une bibliothèque spécialisée**
- **Assistance permanente du Secteur Technique**
- **Accès au site Internet de la CNCE/CCeRAM**
- **Bulletin de la CNCE "L'Enquête publique"**
- **Flash info**
- **Assurances: *"Responsabilité civile" et "Protection juridique"***

CCeRAM

COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE

FILM

L'enquête
publique

Présentation de l'enquête publique Enquête Publique

Ce documentaire réalisé par l'association ZEST, apporte un éclairage particulier sur déroulement de l'enquête publique. Il a reçu le soutien de la DREAL Alsace pour sa contribution à l'information et à l'éducation des citoyens sur les enjeux du développement durable. Enfin, ce document rappelle la nécessité d'une implication citoyenne dans l'exercice de la démocratie environnementale.



Le rôle des **commissaires enquêteurs** est souvent mal connu. Cet intermédiaire de l'action de l'Etat instauré par la loi, permet, au cours de l'enquête publique, d'établir le dialogue entre la personne responsable du projet et le public. Au cours de son enquête, il recueille les appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments d'information nécessaires.



SITE INTERNET

Une seule adresse :

www.cnce.fr

Pour toutes les compagnies
régionales ou territoriales

Site Internet

cnce



Compagnie Nationale des Commissaires-Enquêteurs

Bienvenue sur le site de la CNCE, la seule instance nationale regroupant les commissaires-enquêteurs.



Compagnie des CE Région Alsace Moselle

Recherche

A A A

Accès membres

Cliquez ici pour vous identifier

Accueil

Qui sommes-nous ?

Enquêtes publiques

Nos publications

Congrès

Actualité

Documentation et téléchargement

Contact

Newsletter

Les décrets attendus sont publiés

Réforme de l'enquête publique

Les textes attendus, datés du 29 décembre 2011, ont été publiés au Journal officiel du 30 décembre. Il s'agit :

- du décret 2011-2018 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- du décret 2011-2019 portant réforme des études d'impact
- du décret 2011-2021 relatif à la communication au public par voie électronique



Entrée en vigueur : 1^{er} juin 2012.

(cliquez sur leur numéro pour accéder à la page de téléchargement).

Organisations territoriales

DE LA CNCE

Sélectionnez une région



L'actualité nationale

mars 2012

La prochaine AG de la CNCE se tiendra jeudi 29 mars 2012 à Paris. Elle sera

Comment vous identifier ?

Vous êtes adhérent CNCE et souhaitez accéder à

Site Internet

CceRAM



**Compagnie des
Commissaires Enquêteurs
Région Alsace-Moselle**
Association des commissaires-enquêteurs
des départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin
et Moselle

COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE



Accès membres 
[Cliquez ici pour vous](#)

Accueil

Qui sommes-nous ?

Espace membres

Actualité

Documentation et Téléchargements

Contact

Newsletter
F.A.Q

Comment vous identifier

**Compagnie des Commissaires Enquêteurs
Région Alsace-Moselle**



COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE

Assemblée Générale
10 février 2012
Bowling des 4 Vents
PHALSBURG

Accéder au **site national**



COMPAGNIE NATIONALE DES COMMISSAIRES ENQUÊTEURS



Rôle du Commissaire-Enquêteur

- **Neutralité**
- **Indépendance**
- **Soucieux de l'intérêt général**
- **Sensible à tous les aspects de l'environnement**
- **Faculté de communication**
- **Faculté d'analyse et de synthèse**
- **Capacité rédactionnelle**
- **Autorité affirmée**

Déroulement d'une enquête publique

- **Avant l'enquête publique (partie 1)**
- **Pendant l'enquête publique (partie 2)**
- **Après l'enquête publique (partie 3)**

Avant l'enquête publique

- **Nomination**
- **Réception et étude du dossier d'enquête publique (vérification complétude)**
- **Entretien avec le maître d'œuvre/d'ouvrage**
- **Visite des lieux**
- **Détermination des dates et du nombre de permanences**
- **Participation à l'élaboration de l'Arrêté / Avis d'ouverture**

Avant l'enquête publique

- **Vérification de la publicité légale**
- **Ouverture du/des registres et identification du dossier officiel**
- **Si PLU, l'avis des PPA est OBLIGATOIRE avant de commencer**
- **En cas d'étude d'impact environnementale, l'avis de l'autorité environnementale est OBLIGATOIRE avant de commencer**
- **Ces 2 derniers cas peuvent représenter un vice de procédure !**
- **Si EP parcellaire, vérifier l'envoi et l'état des LRAR du pétitionnaire**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Strasbourg, le 03/01/2012

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE STRASBOURG**

31 avenue de la Paix
B.P. 51038
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03.88.21.23.23
Télécopie : 03.88.36.44.66

greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Horaires 08h30 à 12h15 et 13h30 à 16h15

E12000038 / 67

Monsieur Jean ANNAHEIM

11, rue Wimpfeling
67600 SELESTAT

Dossier n° : E12000038 / 67

(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE ENQUETEUR

Objet : Modification n° 4 du plan d'occupation des sols de la commune de MUTTERSHOLTZ

Monsieur,

Par décision dont copie ci-jointe, je vous ai désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour diriger l'enquête publique relative au projet dont s'agit.

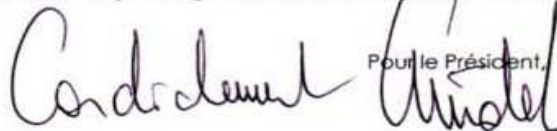
En notifiant cette décision à l'autorité organisatrice de cette enquête, je lui ai demandé de veiller à ce que vous soyez en possession du dossier dans les meilleurs délais, avant le début de l'enquête.

Comme vous le savez, il vous appartient de procéder à une analyse détaillée des observations du public (qui peuvent être regroupées par thèmes le cas échéant) et de vous prononcer sur chacune de ces observations (ou de ces thèmes) en précisant et en justifiant votre opinion ; il convient, de même, de vous prononcer dans les mêmes conditions, sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage, après l'avoir analysé également ; enfin, je vous demande de veiller tout particulièrement à la motivation précise et détaillée et à la clarté de vos conclusions dont je vous rappelle qu'elles doivent avoir, en outre, un caractère personnel.

Le respect de ces principes représente un impératif.

Pour me permettre d'arrêter le montant de votre indemnisation, vous voudrez bien me soumettre, à l'issue de l'enquête, les documents susévoqués ainsi que votre note de frais ; vous voudrez bien veiller à joindre un RIB/RIP que je transmettrai, avec l'ordonnance de taxe, au fonds d'indemnisation des commissaire-enquêteurs chargé du versement de votre indemnité.

Je vous remercie et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.



Pour le Président,

Gérard Lindacher

Comme vous le savez, **il vous appartient de procéder à une analyse détaillée des observations du public** (qui peuvent être regroupées par thèmes le cas échéant) et **de vous prononcer sur chacune de ces observations** (ou de ces thèmes) en précisant et en justifiant votre opinion; il convient, de même **de vous prononcer dans les mêmes conditions, sur le mémoire en réponse du maître d'ouvrage**, après l'avoir analysé également; enfin, je vous demande **de veiller tout particulièrement à la motivation précise et détaillée et à la clarté de vos conclusions** dont je vous rappelle qu'elles doivent avoir, en outre, **un caractère personnel**.

Pendant l'enquête publique

Réception du public (permanences)

- **Enregistrement des observations et courriers**
- **Tenue et mise à jour du / des registres d'EP**
- **Visite complémentaire des lieux** (si nécessaire)
- **Réunion publique** (si nécessaire)
- **Clôture du / des registres d'EP** (sauf pour une EP parcellaire)
- **Neutralité impérative requise !**

Après l'enquête publique

- Convocation du pétitionnaire – remise du procès verbal de synthèse
- Demande de mémoire en réponse (MER) ou demande de réponse au procès verbal de synthèse (PVS) (obligatoire)
- Rédaction du rapport
- Rédaction des conclusions et avis motivés
- Rédaction de la note de frais
- Remise du rapport-conclusions aux destinataires
- Envoi du rapport-conclusions avec la note de frais au TAS

Rapport

GENERALITES

- **Préambule**
- **Objet de l'enquête publique**
- **Cadre juridique et réglementaire**
- **Composition du dossier soumis à l'enquête publique**
- **Analyse du dossier soumis à l'enquête publique**
- **Situation géographique et description des lieux**
- **Description du projet**

Rapport 1

ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

- **Démarches préliminaires à l'enquête publique**
- **Dates et siège de l'enquête publique**
- **Publicité de l'ouverture de l'enquête publique**

Rapport 2

OBSERVATIONS DU PUBLIC

- Analyse comptable
- Analyse thématique
- Synthèse des observations du public (*servant de base au mémoire en réponse ou au procès verbal de synthèse*)

Conclusions et avis motivé

A TITRE D'EXEMPLE

- **Rappel du projet**
- **Informations d'ordre général** (*Information du public –Publicité - Dossier d'enquête*)
- **Réponses personnelles à toutes les observations, propositions reçues obligatoire**
- **Appréciation du projet** (*Avis sur les différentes composantes du projet*)
- **Les impacts** (*Nuisances - Les milieux – Socioéconomiques*)
- **Conclusions globales** (*Sur la forme et la procédure de l'enquête - Sur le fond de l'enquête*)
- **Avis favorable** (*Réserves / Recommandations*) ou **Avis défavorable**

GENERALITES 1

1^{er} Postulat : Pas de Bible ! Pas de règle ! Pas de type !

2^{ème} Postulat : Deux parties, sections ou titres obligatoires !

3^{ème} Postulat : Première partie → Neutralité
Deuxième partie → Subjectivité

4^{ème} Postulat : Compréhensible sans compléments ! (le dossier soumis au public n'est plus accessible...)

GENERALITES 2

Deux documents présentés séparés ou reliés

- **Le Rapport**
- **Les Conclusions** (motivations)
- Signés et datés séparément
- Complétés par (listes non exhaustives) :
 - **Annexes** (avis d'ouverture, certificats d'affichages, pages significatives des registres, courriers, courriels, MER, PVS, plans)
= tout ce qui est nécessaire à la compréhension !
 - **Pièces jointes** (registres, lettres originales, originaux divers) dans une troisième partie

GENERALITES 3

Conseils pratiques

- **Numérotez toutes les pages avec le nombre total des pages**
- **Mettez les références du dossier et celles de l'arrêté (tête et pied de page)**
- **Référez les annexes et pièces jointes dans votre document**
- **Mettez en tête de document un sommaire et l'ampliation prévue**
- **Méfiez-vous des copier-coller à partir d'un document précédent**
- **Faites faire, éventuellement, une relecture par une autre personne**

GENERALITES 4

Conseils pratiques (2)

- **Rendez votre document attractif, lisible aisément même pour ceux qui n'ont pas de bons yeux ou les daltoniens**
- **Usez de couleurs, mais n'en abusez pas**
- **Reliez toujours ensemble la partie « rapport » avec celles des « conclusions motivées »**
- **Incluez, si possible toutes les annexes ou pièces joints sous forme scannées**

GENERALITES 5

Attention :

- **Vous avez un véritable pouvoir !**
 - **Usez-en mais n'en abusez pas !**
 - **Soyez toujours en accord avec vous-même !**
 - **Restez prudent dans vos écrits !**
 - **Pensez toujours à ce qu'il peut advenir de votre document (interprétation, utilisation hors contexte, recours, etc.)**
-
- **Ne donnez jamais votre adresse mail perso**

REPUBLIQUE FRANCAISE-TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG**INDEMNISATION DES COMMISSAIRES-ENQUETEURS**Etat de frais dus à : **Monsieur Jean ANNAHEIM****11, rue Wimpfeling 67600 SELESTAT**

désigné par décision en date du **14 janvier 2010** pour diriger l'enquête publique relative à :
la modification n° 4 du plan d'occupation des sols de la commune de FOUDAY.

I° Appréciation des vacations dues au Commissaire-Enquêteur :

Le président du Tribunal Administratif fixe le nombre de vacations en fonction de la durée de l'enquête, de ses difficultés, de la charge de travail qu'elle a représentée ainsi que de la qualité de ce travail.

A) Temps consacré à l'enquête :

Le nombre de vacations tient compte, parmi d'autres éléments, du nombre d'heures consacrées à la mission.

Date	Nature des opérations	Nombre d'heures
27/01/2010	Prise en compte du dossier d'enquête - entretien avec Monsieur le Maire et déplacement	4 h 00
28/01/2010	Etude du dossier d'enquête	3 h 00
01/02/2010	Visite des lieux - prise de vues photographiques et déplacement	4 h 00
08/02/2010	Vérification sur site de la publicité réglementaire et déplacement	3 h 00
22/02/2010	Permanence en Mairie et déplacements	4 h 00
06/03/2010	Permanence en Mairie et déplacements	4 h 00
18/03/2010	Permanence en Mairie et déplacements	4 h 00
25/03/2010	Permanence en Mairie et déplacements	4 h 00
26/03/2010	Etude et synthèse des observations - Rédaction et envoi du mémoire en réponse	2 h 00
31/03/2010	Exploitation du mémoire en réponse	2 h 00
06/04/2010	Rédaction et dactylographie du rapport	6 h 00
07/04/2010	Rédaction et dactylographie des conclusions et avis motivés	4 h 00
08/04/2010	Impression, montage et assemblage des dossiers du rapport	2 h 00
09/04/2010	Remise du rapport et documents annexes à leurs destinataires et déplacements	3 h 00
	TOTAL :	49 h 00

B) Autres éléments :

Enquête ne faisant l'objet d'aucune difficulté particulière.

Nouveautés (décret 2011/2018)

Rapport :

- **Rappel de l'objet du projet,**
- **Liste des pièces du dossier,**
- **Synthèse des observations,**
- **Analyse des propositions,**
- **Observations du porteur du projet (demande de mémoire en réponse)**

Conclusions :

- ❖ **Partie séparée**
- ❖ **conclusions motivées et avis**

Nouveautés (décret 2011/2018)

Transmission du RC par le CE :

- **Délai de 30 jours, sauf demande de dérogation**
- **Remise du rapport-conclusions (TA inclus), du dossier, registre(s) à l'autorité**
- **Pendant 15 jours, demande de motivation complémentaire possible demandée soit par le pétitionnaire, soit par le TA !**
- **Dans ce cas le CE a 1 mois pour compléter ses motivations**

Ampliation : (autorité compétente) adresse une copie du RC

- ❖ **Au responsable du projet**
- ❖ **Aux Maires et Préfets concernés (conservation publique durant 1 an)**
- ❖ **Si publication du projet par Internet, publication du RC du CE sur le site (conservation publique durant 1 an)**

Décrets du 29.12 2011

Le décret n°2011-2018 porte sur :

- EP affectant l'environnement régie par le Code de l'environnement
- EP – DUP régie par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le décret n°2011-2019 porte sur la réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements.

Seuls sont soumis à étude d'impact les projets mentionnés en annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement.

Le Décret n°2011-2021 détermine la liste des projets, plans et programmes devant faire l'objet d'une communication au public par voie électronique dans le cadre de l'expérimentation prévue au II de l'article L. 123-10 du code de l'environnement

Décret 2011-2018

EP environnementale (ex Bouchardeau):

- Enquête Loi sur l'Eau, Urbanisme et ICPE (**CE L.123-1 et +**)
- Généralisation du procès verbal de synthèse (8 + 15j pour la réponse)
- ICPE : plus nécessaire d'une permanence par semaine, MAIS
- ICPE : les EP de servitude d'utilité publiques sont de 6 semaines, AVEC obligation d'une réunion publique et d'échange
- ICPE agricole : délai de remise du rapport porté à 45 jours (au lieu 1 mois)
- Le CE peut être « invité » à reprendre ses motivations dans les 15 jours après remise
- Suspension d'enquête si le projet doit être modifié substantiellement
- Enquête complémentaire si nécessaire pour éviter un contentieux
- Le suppléant peut devoir terminer une EP en cas d'empêchement définitif
- Le CE doit être concerté pour l'élaboration de l'arrêté
- Possibilité de prolonger l'EP jusqu'à 30 jours, MAIS il doit informer
- Demande de report du délai de remise du rapport

Décret 2011-2019

Étude d'impact :

- Consulter la **LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010, dite ENE**
- Décret s'applique à toutes les EP environnementales, sous conditions (cf. liste sous R 122-2 du CE)
- La notice d'impact n'existe plus
- Éviter, réduire et compenser les impacts sur le milieu
- Nécessité réglementaire (L 122-1-IV du CE)
- Détails : R 122-1 et +
- Avis des autorités de l'État (environnement, santé) n'est pas obligatoirement compris dans le dossier d'EP soumis au public ... au CE de voir...
- Complément important pour renseigner le public
- Intégrer cette étude dans l'avis et les motivations (R 123-19 du CE), AVEC SON avis personnel
- Justification des choix environnementaux doit répondre à R 123-3 du CE, donc à vérifier

Décrets du 29.12 2011

Voir tous les détails sur le site www.cnce.fr
Région CCERAM

- Les textes complets
- Un condensé « pratique »

Un grand merci pour votre attention !

... et bon courage... mais nous sommes là pour vous aider

